

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
BP 60090
Cedex
68802 Thann

Références : 0006700433_2025_09_30_Vynova_VIIC_échéances_risque_légio
Code AIOT : 0006700433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont susceptibles de favoriser le développement des légionelles et la DREAL a choisi de mener une action collective en 2024 afin de vérifier que les risques de prolifération des légionelles sont maîtrisés pour ces installations. Le 21 novembre 2024, l'Inspection a contrôlé les installations de la société VYNOVA, soit 3 Tours Aéro-Réfrigérantes (dénommées respectivement TAR Sulzer, Hamon et TAR3/Cofely) permettant le refroidissement de 3 circuits d'eau.

Deux points de contrôles ont fait l'objet de demandes d'actions correctives, quatre points de contrôles ont donné lieu à une mise en demeure et un point de contrôle a fait l'objet d'une demande de justificatifs.

Cette visite a pour objectif de contrôler le retour à la conformité des installations pour ces sept points.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 5 février 2025 portant mise en demeure à la société VYNOVA PPC SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Thann.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vynova PPC SAS
- 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann
- Code AIOT : 0006700433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Vynova PPC SAS est installée sur la plateforme industrielle chimique de Thann, qu'elle partage avec la société TRONOX. Ces deux entreprises sont classées SEVESO Seuil Haut.

Le site dispose de deux secteurs de fabrication :

- le premier, fonctionnant essentiellement en continu, fabrique du chlore et des dérivés potassiques comme produits de chimie de commodités.
- le deuxième, fonctionnant essentiellement par campagnes, fabrique des produits bromés organiques et minéraux, comme produits de chimie fine.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Demande d'action corrective	4 mois
5	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.3	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
6	Nettoyage annuel	AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Entretien/état de surface	AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Résultats des analyses des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
4	Mise en œuvre du traitement préventif	AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour se conformer :

- aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2025 (déplacement des points de prélèvement des échantillons, mise en œuvre du traitement préventif),
- aux prescriptions de l'article 26.I.3.d de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (résultats des analyses légionelles).

L'exploitant doit faire parvenir à l'Inspection des stratégies de traitement modifiées pour les tours Cofely et Sulzer, et une justification complémentaire pour la tour Hamon. Des justificatifs sont attendus quant à l'entretien et à l'état de surface des TAR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté , l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.3.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé : <i>« Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...] »</i>
Constats : Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté que les points de prélèvement des TAR Hamon et Cofely étaient situés avant les échangeurs de chaleur, qui peuvent être le lieu de développement de Legionella Pneumophila (LP). L'eau était mise au contact de l'air dans la TAR à l'aval de ces échangeurs, lieux potentiels de contamination de l'eau par la bactérie

LP. Ainsi, le prélèvement n'était pas réalisé sur un point du circuit où l'eau était représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement.

Par courrier du 5 mai 2025, l'exploitant a informé l'Inspection du déplacement du point de prélèvement de la TAR Hamon sur le retour d'eau vers la TAR. Lors de la visite du 30 septembre 2025, il a été constaté que le point de prélèvement, repéré par un marquage, a été positionné à l'aval des échangeurs et à l'amont de la TAR (il n'y a pas d'autres apports d'eau entre ce point de prélèvement et la dispersion dans la TAR. Le mélange des eaux en provenance de l'atelier électrolyse et dissolution et de celles revenant des ateliers carbonate/KOH solide se fait en amont de ce point de prélèvement).

Pour la TAR Cofely, il a été constaté, lors de la visite du 30 septembre 2025, que le point de prélèvement se situe à présent sur le retour d'eau réchauffée par le process, avant dispersion dans les tours, et que ce point de prélèvement est bien repéré par un marquage.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Résultats des analyses des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

[...]

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

[...]

- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitement utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants, biodispersants, anticorrosion...);

- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage de produits injectés. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté, par échantillonnage sur les rapports des analyses et des prélèvements réalisés en septembre 2024 pour les tours Hamon et Cofely, que :

- pour la tour Hamon, la date de la dernière injection du biocide non oxydant n'était pas précisée dans le rapport et celui-ci mentionnait l'injection de produits qui n'étaient dans la réalité pas utilisés,
- pour la tour Cofely, le rapport ne précisait pas les concentrations cibles et les molécules

des biocides oxydant et non oxydant, et il mentionnait l'injection de produits qui n'étaient dans la réalité pas utilisés.

Une demande d'action corrective avait été formulée par l'Inspection concernant cette non-conformité, avec une échéance au 9 février 2025.

L'Inspection a contrôlé par échantillonnage le rapport de prélèvement du 21 août 2025 pour les tours Cofely et Hamon. Il a été constaté que :

- pour la tour Hamon, la date de la dernière injection de biocide non oxydant est précisée, ainsi que les concentrations cibles des biocides et les molécules de ces biocides.
- pour la tour Cofely, la date de la dernière injection de biocide non oxydant est précisée, ainsi que les concentrations cibles des biocides et les molécules de ces biocides.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

[....]

L'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

[...]

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.

[....]

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté, par échantillonnage sur la TAR Sulzer, que la justification de la stratégie de traitement était

incomplète et que l'utilisation en continu de biocide non oxydant n'était pas justifiée. Il avait été constaté qu'il manquait les mêmes justifications dans les fiches de stratégie de traitement pour les autres TAR.

Une demande d'action corrective avait été formulée à l'issue de la visite, avec une échéance au 9 mars 2025.

Suite à cette visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un document daté du 3 décembre 2024 ayant pour objet la justification technique de la stratégie de traitement. Il est constaté dans cette justification que :

- les tours Cofely et Sulzer ont un fonctionnement en circuit fermé avec une concentration des eaux. Pour ces tours, l'exploitant utilise en continu un biocide oxydant à base de Javel-brome. Pour la tour Cofely, qui est équipée d'un système de mesure en ligne de la teneur en chlore libre, un choc préventif mensuel est réalisé avec un biocide non oxydant à base d'isothiazolone. Pour la tour Sulzer, qui ne disposait pas d'analyseur en ligne de la teneur en chlore libre au moment de la rédaction du document daté du 3 décembre 2024, le dosage en biocide non oxydant est renforcé (choc hebdomadaire). L'exploitant a mis en service fin septembre 2025 un système de mesure en ligne de la teneur en chlore libre pour la tour Sulzer, qui devrait permettre d'ici deux mois de revoir la stratégie de traitement, pour passer à un choc mensuel de biocide non oxydant pour cette tour. Ainsi, pour ces deux tours, il n'y aurait plus d'utilisation en continu de biocides non oxydants si cette dernière disposition est mise en œuvre.
- la tour Hamon fonctionne en stratégie sans concentration et possède un temps de séjour de l'eau très faible. L'exploitant utilise une injection de biocide non-oxydant à base de 2,2-dibromo-3-nitrilopropionamide injecté directement dans les bassins, soit à l'aval de la tour. L'injection est soit mensuelle, soit bimensuelle lorsque la température de l'air est supérieure à 15 °C.

Pour la tour Hamon, il a été constaté les problématiques suivantes :

- la stratégie de traitement ne justifie pas le traitement de l'eau en provenance des ateliers électrolyse et dissolution, qui est dispersée dans la TAR juste après son mélange avec une partie des eaux revenant des ateliers carbonate et KOH solide,
- la stratégie de traitement ne justifie pas le traitement de l'eau en provenance de l'atelier chlore liquide, qui est mélangée à l'eau du circuit de la TAR,
- l'utilisation d'un biocide non oxydant à action rapide, à fréquence mensuelle ou bimensuelle, pour désinfecter le circuit d'eau de la TAR, est justifié par la forte consommation de biocide oxydant qui partirait directement au rejet s'il devait être utilisé (60 % des eaux sortant de la TAR sont rejetées au milieu récepteur après avoir été réchauffées dans les ateliers carbonate et KOH solide).

L'exploitant n'ayant pas justifié complètement ses stratégies de traitement, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée. Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les tours Sulzer et Cofely, il est attendu de l'exploitant qu'il fasse parvenir à l'Inspection des

stratégies de traitement mises à jour (intégrant notamment les justifications apportées par l'exploitant et la mention de l'emploi du biocide non oxydant à fréquence mensuelle pour les deux tours) avant le 30 novembre 2025.

Pour la tour Hamon, il est attendu de l'exploitant qu'il fasse parvenir à l'inspection, avant le 1er février 2026, une justification du respect du deuxième paragraphe du 26.I.2.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 « l'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. » Cette démonstration peut être appuyée par exemple sur des vitesses de circulation dans les conduites, des tests PCR ou ATP réalisés dans différentes parties des circuits concernés, suivi du taux de chlore résiduel,... A terme, une solution sans emploi de biocide non oxydant (dont une part importante est actuellement envoyée au milieu naturel sans recirculation dans le circuit de la TAR) doit être privilégiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Mise en œuvre du traitement préventif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. [...] »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté, par échantillonnage sur le circuit de refroidissement de la TAR Sulzer, que :

- des dispositions ne garantissaient pas la mise en œuvre du traitement pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation (absence d'alarme en cas de panne des pompes doseuses des produits de traitement),
- les doses de traitement étaient non justifiées (les consignes de dosage du produit dans le rapport du traiteur n'étaient pas cohérentes avec la stratégie de traitement),
- des doses mesurées en-dehors des plages définies dans la stratégie de traitement (produit antitartre/anticorrosion dépassant la cible et teneur en chlore libre en-deçà de la cible) sans justification,
- l'atteinte de l'objectif de réduction du biofilm n'était pas justifiée (le bio-détergent prévu dans la stratégie de traitement n'était pas mis en œuvre, sans justification).

Par un courrier du 31 juillet 2025, l'exploitant a indiqué qu'il a choisi d'automatiser le traitement

anti-tartre/anticorrosion et le traitement biocide de l'eau de la TAR Sulzer, afin de garantir les concentrations en produits de traitements permanents définies dans la stratégie de traitement. La mise en service (encore en cours de réglages) des équipements relatifs à cette régulation et permettant un report d'alarme en cas de dysfonctionnement a été constatée lors de la visite du 30 septembre 2025.

Lors de la visite d'Inspection du 30 septembre 2025, le contrôle a porté par échantillonnage sur la tour Sulzer, et notamment sur la stratégie de traitement présentée par l'exploitant et le rapport établi par le traiteur d'eau suite à son passage sur site le 3 septembre 2025. Il a été constaté que :

- les consignes de dosage des produits biocides et antitartre-anticorrosion indiquées dans le rapport du traiteur sont cohérentes avec celles figurant dans la stratégie de traitement,
- le rapport indique que la teneur en chlore libre a été mesurée à 0,21 mg/l pour une consigne comprise entre 0,2 et 0,8 mg/l ; la valeur affichée par le dispositif de régulation lors de la visite du 30 septembre 2025 était de 0,22 mg/l,
- le rapport indique que le produit antitartre/anticorrosion (3DT 128C) a été mesuré à 33 ppm pour une consigne comprise entre 100 et 140 ppm. Cette valeur mesurée est en-dehors des valeurs de consigne, mais le dispositif de régulation n'était pas en service le 3 septembre. Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'Inspection a constaté que le dispositif de régulation était en service et que la valeur mesurée était de 119 ppm,
- l'atteinte de l'objectif de réduction du biofilm était justifiée.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.3

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté que :

- pour la TAR Cofely, le compteur de purge ne s'incrémentait pas et la déconcentration du circuit n'était pas maîtrisée,
- pour la TAR Hamon, le suivi des consommations d'eau de la TAR n'était plus réalisé et que les apports étaient seulement estimés. Par ailleurs, la purge se faisait par une fuite permanente et le taux de concentration du circuit était très faible.

Il avait été demandé à l'exploitant de justifier qu'il avait pris toutes les dispositions pour limiter la consommation d'eau sur ces TAR, dans des conditions technico-économiques acceptables, avec

une échéance au 9 mars 2025 pour la transmission des justificatifs.

Lors de la visite d'Inspection du 30 septembre 2025, l'exploitant a présenté le fichier de suivi des TAR 2025. Pour la TAR Cofely, il a été constaté que les consignes d'ouverture de la vanne de purge ont été modifiées. Le pilotage est assuré :

- en priorité par le niveau du bassin associé à la TAR (pour éviter un débordement par le trop-plein du bassin et s'assurer ainsi que les volumes évacués soient bien comptabilisés par le compteur de purge),
- en second lieu par la conductivité de l'eau du circuit (si la conductivité atteint un seuil haut, une purge est effectuée).

Ainsi, l'exploitant s'assure de gérer la déconcentration du circuit et de comptabiliser les volumes de purge.

Il a été constaté que pour cette TAR, le taux de concentration est de 1,3, ce qui est moins important que les valeurs habituellement constatées pour des équipements similaires ; l'exploitant a indiqué qu'il avait en projet de ne plus diriger les eaux des condensats vers cette TAR, afin de valoriser la chaleur en préchauffage d'un circuit chaudière. Ce dispositif contribuerait à limiter les consommations d'eau de ce circuit.

Pour la TAR Hamon, l'exploitant a indiqué que le taux de concentration du circuit n'a pas été modifié et la purge n'était pas équipée d'un dispositif de comptage. L'exploitant a indiqué après le contrôle que la purge est située en fond de bassin (après un muret de surverse) et est directement enterrée, son équipement par un compteur n'est donc pas réalisable sans modification de génie-civil. Les modifications du dispositif de purges pour la mise en place d'un compteur nécessiteraient un arrêt d'installation et pourraient être envisagés lors de l'arrêt d'été 2026. Par ailleurs, l'exploitant estime que cette purge représente environ 11 % des volumes envoyés au milieu naturel.

Les justificatifs n'étant pas suffisamment détaillés, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour la tour Hamon, il est demandé à l'exploitant de justifier d'ici le 30 novembre 2026 que toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau sur les ateliers chlore liquide, carbonate liquide et KOH solide, au moyen par exemple d'une étude technico-économique comprenant :

- un comptage des volumes sur une durée représentative du fonctionnement normal des installations, au moyen de dispositifs provisoires si la mise en place de dispositifs fixes est impossible sans arrêt,
- un comparatif technico-économique des solutions possibles pour le refroidissement des eaux des différents ateliers,
- un plan d'action chiffré assorti d'un planning de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.1.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé :</p> <p><i>« Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. [...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté, par échantillonnage pour la TAR Cofely, que l'exploitant n'avait pas pu justifier de la mise en place de moyens de protection pour prévenir ou limiter les risques d'émission d'aérosols, alors que le nettoyage était réalisé avec un nettoyeur haute pression.</p> <p>A la date de la visite, le nettoyage annuel 2025 n'avait pas encore été réalisé pour la tour Cofely. L'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé (accompagné d'un bon de commande), correspondant à l'intervention 2025, dans lequel l'Inspection a pu constater qu'il est prévu la mise en place d'un bâchage par film plastique des entrées d'airs et des viroles renfermant les ventilateurs.</p> <p>L'intervention de nettoyage n'ayant pas encore été réalisée au moment du contrôle, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'Inspection tout élément permettant de justifier de la bonne mise en oeuvre des moyens de protection (photographies du chantier par exemple).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Entretien/état de surface

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée :

au plus tard au 31 août 2025, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.1.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé :

« *L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.*

Avant tout redémarrage [...], l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. [...] »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'Inspection avait constaté que l'état de surface pour les trois tours n'était pas satisfaisant :

- pour la tour Sulzer, rapport de nettoyage 2024 : mention de boues reformées dans les coins du bassin après nettoyage,
- pour la tour Hamon, rapport de nettoyage 2023 : mentions « *structure bois en très mauvais état* » et « *des dégradations sont clairement visibles sur le packing, les poutres, les jointures et muret béton* » dans les rapports de nettoyage,
- pour la tour Cofely, rapport de nettoyage 2022 : packing encore sale après nettoyage.

De plus, pour la tour Cofely, le bon état et le bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires n'avaient pas pu être justifiés.

Par courrier du 29 août 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du nettoyage des tours Hamon et Sulzer réalisé du 21 au 24 juillet 2025.

Pour la tour Sulzer, le contrôle des photos transmises par l'exploitant le 4 novembre 2025 montrent un état de surface satisfaisant pour cette tour.

Pour la Tour Hamon, le contrôle des photos jointes au rapport de nettoyage montre que l'état de surface n'est toujours pas satisfaisant (présence de dépôts, éléments dégradés). L'exploitant a cependant fourni des photographies prises après les travaux de réparation de la tour en 2025 (travaux réalisés après le nettoyage), montrant notamment la reprise d'éléments en béton et en bois dégradés, et la réparation de plusieurs éléments de la tour. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'intégralité de la structure est en bois et que seule la visserie est métallique. L'Inspection ne dispose pas d'éléments quant à l'état des rampes de diffusion et du packing. Il est à noter que l'exploitant a informé le service d'inspection le 4 novembre 2025 que le nettoyage de la Tour Hamon serait réalisé dans moins de 21 jours.

L'exploitant n'a pas pu transmettre d'éléments sur le retour à la conformité pour la tour Cofely (ni nettoyage, ni bon état et bon positionnement des dévésiculeurs). L'exploitant a informé le service d'inspection le 4 novembre 2025 que le nettoyage de cette tour est en cours.

En l'état il est impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée. Toutefois, au regard des actions en cours et des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé à ce stade de sanctions administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant de transmettre à l'Inspection tout élément permettant de contrôler le bon état de surface des TAR Cofely et Hamon, et du bon positionnement et du bon état des dévésiculeurs pour la TAR Cofely.

Il est rappelé à l'exploitant l'importance de disposer d'un rapport photographique de l'état des TAR après nettoyage, compte-tenu des difficultés de contrôle ultérieur de ces ouvrages fonctionnant en continu.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois